

# PDSC Newsletter



22 novembre 2020

# N°1.




Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse



## Sécurité Intérieure des Etats

-  1. Manuel Merino renonce à la présidence du Pérou <
-  2. Côte d'Ivoire : poursuite des manifestations contre la réélection d'Ouattara <



## Géopolitique

-  3. Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires < Signature du Traité par le Honduras et entrée en vigueur de l'accord porté par l'ONU.

## Conflits armés

-  4. L'Éthiopie en proie à un conflit interne en forte escalade ces derniers jours <
-  5. Vladimir Poutine impose sa paix au Haut-Karagakh <

## Enjeux émergents

-  6. Vague d'attaques cyber contre des hôpitaux <
-  7. Europe de la défense : dissonance dans le couple franco-allemand <

## Economie de défense

-  8. Le Royaume Uni annonce le plus important rebond budgétaire pour ses armées depuis 30 ans < Annonce d'un plan de 18 milliards d'euros supplémentaires pour la défense britannique.
-  9. La France commande 12 avions Falcon 2000 à Dassault < Un contrat de 1,3 milliard pour la fourniture d'avions de surveillance maritime à la Marine Nationale
-  10. Audition parlementaire : une centaine d'entreprises de défense françaises en difficulté < La Task Force *Sauvegarde de la BITD* pointe une « confiance excessive » vis-à-vis de la situation économique

Lettre d'information sur l'actualité défense,  
sécurité & citoyenneté

## Manuel Merino renonce à la présidence du Pérou

- Après plusieurs jours d'intenses manifestations dans le centre de Lima, Merino, désigné comme président après la destitution de Martin Vizcarra a décidé de renoncer à la présidence.
- En effet, depuis le 12 novembre, date de la destitution de Martin Vizcarra, de nombreuses manifestations ont éclaté. Le slogan « Merino no es mi presidente » symbolise le sentiment des manifestants d'un gouvernement qui ne représenterait pas le peuple. Ils s'appuient sur le fait que Manuel Merino n'a pas été élu mais nommé après la destitution de l'ancien président.
- Ce choix a été motivé par la mort de deux adolescents et des centaines de blessés en marge de ces manifestations. Sagasti élu président du Congrès est ainsi devenu président du Pérou.

N°1.1.

## Côte d'Ivoire : poursuite des manifestations contre la réélection d'Ouattara

- Lundi à Daoukro (Côte d'Ivoire) 6 hommes ont été tués dont l'un décapité suite à des violences en marge d'une manifestation contre l'actuel président. En effet, depuis la réélection d'Ouattara (94,27%) les membres de l'opposition appellent à la désobéissance civile en réponse à l'interpellation de plusieurs de leurs cadres après l'annonce des résultats.
- Le 31 octobre, l'actuel président de la Côte d'Ivoire Alassane Ouattara a été réélu à 94,27 % des voix selon la Commission électorale indépendante. D'abord premier ministre en 1993, il est ensuite écarté de la vie politique jusqu'aux élections de 2010 au nom du concept d'ivoirité définissant selon l'ancien président Bédié les critères de la nationalité ivoirienne, ce qui lui permettra d'ailleurs d'écarter ses principaux opposants de la vie politique.
- Ce scrutin s'est déroulé dans le sang, plus de 40 morts lors des dernières semaines, faisant écho à la crise suivant les élections de 2010 qui avait fait plus de 3000 morts. Les opposants avaient par ailleurs appelé au boycott des élections et à la désobéissance civile.

N°1.2.

# Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN)

Le 24 octobre 2020, la signature du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) par le Honduras a permis l'entrée en vigueur de l'accord porté par l'ONU.

En effet, le 15ème article du TIAN stipule que le traité entre en vigueur une fois ratifié par 50 pays. L'application est prévue 90 jours après la décision, soit début 2021.

Toutefois, les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume-Uni (rassemblant le plus important arsenal nucléaire), non signataires, prétextent le caractère central de la dissuasion dans leur stratégie défensive et leur attachement au Traité de Non-Prolifération Nucléaire (TNP).

- Le TIAN interdit l'utilisation, le développement, la production, les essais, le stationnement, le stockage et la menace d'utilisation de telles armes.
- Toutefois, aucune sanction ne pourra être engagées auprès des États non-signataires. A terme, l'objectif du traité est celui d'une élimination complète de l'arme nucléaire. Approuvé par 122 pays de l'ONU en juillet 2017, il entre désormais en vigueur et 37 pays supplémentaires préparent sa ratification. Les pays non-détenteurs, majoritaires au sein du TIAN, espèrent créer une stigmatisation politico-diplomatique auprès des « grands » et les faire s'aligner.

# N°1.3.

## Le traité intervient dans un contexte tendu

- D'une part, la prochaine expiration de l'accord américano-russe New Start, sur lequel les deux signataires ne parviennent pas à s'entendre pour une reconduction. Ils ont toutefois accepté une prolongation d'un an
- D'autre part, le retrait étatsunien du Traité sur les Forces Nucléaires Intermédiaires (FNI), qui accuse la Russie de ne pas l'avoir respecté.

# L'Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, en proie à un conflit interne en forte escalade ces derniers jours

Le conflit oppose le pouvoir central fédéral éthiopien, basé à Addis-Abeba, aux forces à la tête de la province du Tigré, celles du Front de libération des peuples du Tigré (TPLF). La région du Tigré se situe à l'extrême Nord de l'Éthiopie et partage une frontière avec l'Érythrée au Nord et une autre avec le Soudan à l'Ouest. Cette région est l'un des dix États semi-autonomes qui forment la fédération éthiopienne mais ses velléités de dissidence ont entraîné un conflit entre les gouvernements fédéral et régional.

- Durant presque 30 ans, le TPLF a contrôlé l'appareil politique et sécuritaire en Éthiopie. Toutefois, Abiy Ahmed devient Premier ministre en 2018 et fait la paix avec Asmara (capitale de l'Érythrée), ce qui lui vaut le prix Nobel de la paix en 2019, l'Éthiopie et l'Érythrée s'étant affrontées dans une guerre meurtrière entre 1998 et 2000. En 2019, le TPLF est alors passé dans l'opposition en refusant la fusion de la coalition au pouvoir en un seul parti, le Parti de la Prospérité, voulue par M. Abiy.
- Par conséquent, en septembre 2020, le Tigré a organisé ses propres élections, alors que le gouvernement fédéral les avait interdites à cause de l'épidémie de COVID-19. Addis-Abeba considère donc le gouvernement régional tigréen comme illégal. Début novembre, deux bases armées fédérale situées au Tigré furent attaquées par le TPLF, composé d'un groupe paramilitaire et d'une milice pour un total de 250 000 hommes.

## N°1.4.

### **Le Premier Ministre éthiopien, Ahmed Abiy a déclaré cette opération comme le franchissement de la « ligne rouge ».**

De son côté, le TPLF accuse M. Abiy d'inventer les faits pour justifier son offensive militaire. Le 15 novembre des tirs de roquette lancés par des forces du Tigré ont atteint la capitale de l'Érythrée, Asmara, accusé d'aider les forces fédérales éthiopiennes dans la lutte contre les forces régionales du Tigré. Cette semaine, les forces fédérales ont lancé une offensive qui, selon le Premier Ministre, entre dans sa phase finale. Parallèlement, les arrestations se multiplient et beaucoup accusent le pouvoir de répression ethnique contre les Tigréens, ce qu'Addis-Abeba dément mais ce qui est dénoncé par Amnesty International comme un "massacre" de civils au Tigré. Ces dernières opérations, qualifiées de « guerre » par les forces fédérales éthiopiennes, font peser d'importantes craintes sur la stabilité de la région et les relations avec les pays voisins.

# Augmentation de 18 milliards d'euros pour la défense britannique.

Le 19 novembre dernier, Boris Johnson a annoncé au parlement britannique un plan de 16,5 millions de livres sterling (18Mrd €) sur les quatre prochaines années. Cette hausse représente 10% du montant global des dépenses. Avec un gap persistant de 18 milliards, le Secrétaire d'État à la Défense Ben Wallace va devoir démontrer sa capacité à faire des choix.

## Petite révolution capacitaire outre-manche

Alors que le pays entre en janvier 2021 dans sa phase post-brexit la plus avancée, Boris Johnson a déclaré avoir pris cette décision "en dépit de la pandémie [...] car la défense du royaume passe avant tout".

Le Secrétaire d'État appelait de ses vœux depuis janvier un effort budgétaire de la part du gouvernement. Il y pointait spécifiquement le besoin d'une réponse adaptée aux nouvelles menaces cyber et à la numérisation croissante des espaces conflictuels. Le maintien en condition d'équipements obsolètes représentait par ailleurs un coût considérable, duquel seul un investissement massif aurait permis de passer outre en pariant sur de nouveaux équipements.

Le Chef d'état-major de la Défense, le Général Nick Carter, présentait à la rentrée la nouvelle doctrine Integrated Operating Concept Set 2025 exposant les éléments clés de la vision stratégique britannique : systèmes autonomes, robotisation, espace et cyber face aux pouvoirs autoritaires ne respectant plus les lois traditionnelles des conflits et usant de la violence par *proxy* sur tous les milieux.

### 1. Une revue complète de la politique étrangère britannique

- Cette annonce intervient dans le cadre de la plus grande revue sur la politique étrangère depuis une trentaine d'année
- Elle fait également suite au discours prononcé le 30 septembre par le Chief Defense Staff, Gen. Nick Carter.

### 2. Une création de près de 40 000 emplois à venir

- Les premières prévisions annoncent la création de 10 000 emplois par an sur les 4 prochaines années.

### 3. Un focus stratégique sur l'intelligence artificielle et l'espace

- Création d'un commandement de l'espace
- Création d'une agence dédiée à l'intelligence artificielle
- Création d'une force nationale de cybersécurité.

# N°1.8.

## Une nouvelle doctrine de guerre

Le Royaume-Uni espère ainsi consolider sa place de premier budget européen de la défense. Il signifie par ailleurs que sa sortie de l'Union Européenne ne traduisait ni une absence de volonté politique réaliste, ni un affaïssement de son rôle moteur dans sa propre sécurité et celle ses alliés.

Cette annonce intervient dans un contexte sécuritaire global particulier. Le conflit dans le Haut-Karabakh a été l'occasion pour les puissances occidentales de réaliser que les éléments différenciant du champs de bataille sont désormais la robotisation – la « dronisation » – le retour à des conflits de haute intensité et la digitalisation croissante des équipements.

Le nécessaire renouvellement d'équipements et technologies en fin de cycle de vie - conçus pour la plupart à l'ère de la guerre froide ou au mieux du conflit asymétrique - impose un rythme d'investissement qui va en s'accéléralant avec le temps. L'expérience de l'Afghanistan reste également un souvenir douloureux dans la mémoire des états-majors britanniques, où l'outil militaire s'est vu « brisé » par une sursollicitation de moyens non adaptés aux réalités du terrain.

Par cette annonce, le gouvernement britannique compte enfin faire entendre sa volonté de dépasser le Brexit et d'avancer vers une nouvelle autonomie stratégique, anglaise de tradition.